

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort is met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 23 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 94 — 2070

[C — 27438]

30 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 21;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 58<sup>ter</sup> et 58<sup>quater</sup> y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'avis de la Commission des eaux de surface;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la pêche;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° cours d'eau non navigables : tous les cours d'eau non navigables, qu'ils entrent ou non dans le champ d'application de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

2° cours d'eau navigables : les parties navigables de l'Amblève, de l'Eau d'Heure, de la Lesse, de l'Ourthe, de la Semois et de la Haine;

3° autorité compétente : le ou les Ministre(s) qui ont les cours d'eau non navigables et la conservation de la nature dans leurs attributions ou leur délégué.

Art. 2. Sont interdites sur les cours d'eau non navigables, la circulation des embarcations à moteur ainsi que celle de toutes embarcations sans moteur autres que :

1° les barques de pêche;

2° les kayaks, canoës et embarcations gonflables conçus pour transporter trois personnes au maximum;

3° les embarcations utilisées à des fins récréatives par des mineurs d'âge accompagnés, le cas échéant, des personnes qui assurent leur encadrement.

Art. 3. Il est interdit en tout temps de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur :

1° sur l'ensemble des cours d'eau non navigables de première catégorie, à l'exception :

— des cours d'eau et des parties de cours d'eau mentionnés à l'annexe I et ce, pendant toute l'année;

— des cours d'eau et des parties de cours d'eau mentionnés à l'annexe II et ce, pendant la période s'étendant du 1er octobre au 15 mars;

2° sur les cours d'eau non navigables non repris au 1° du présent article.

Art. 4. Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur :

1° le jour d'ouverture de la pêche à la truite et le jour d'ouverture générale de la pêche;

2° entre le coucher et le lever du soleil du 1er octobre au 15 mars inclus;

3° entre 17 heures et 10 heures du 16 mars au 14 juin inclus;

4° entre 18 heures et 9 h 30 m du 15 juin au 30 septembre inclus.

Art. 5. Après avis du collège des bourgmestre et échevins des communes concernées, le Ministre qui a les cours d'eau non navigables dans ses attributions détermine les étendues d'eau qui peuvent être qualifiées de plans d'eau parmi celles du domaine public alimentées par un cours d'eau non navigable dont la largeur est au moins dix fois supérieure à celle du lit apparent du cours d'eau, ainsi que les étendues d'eau de moindre largeur mais qui présentent des berges aménagées et organisées pour la récréation.

Par dérogation aux prescriptions du présent arrêté, les articles 2, 3, 4 et 7 ne sont pas applicables aux plans d'eau ainsi déterminés.

Art. 6. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions peut interdire ou limiter de manière temporaire la circulation des embarcations et des plongeurs sur ou dans les cours d'eau navigables et non navigables, pour toute raison de conservation de la nature.

Ce même Ministre peut déroger aux articles 2 à 4 en vue de permettre la circulation sur tout cours d'eau ou partie de cours d'eau non navigable lorsque les conditions hydrauliques ne sont pas de nature à porter atteinte à la conservation de la nature.

Les décisions prises en vertu des alinéas 1 et 2 sont notifiées au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions et aux communes concernées, lesquels en informent le public, notamment par des avis apposés aux endroits habituels d'affichage. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions informe, lui aussi, le public de ses décisions.

**Art. 7.** Pour les cours d'eau navigables repris à l'article 1er, l'embarquement et le débarquement des embarcations visées à l'article 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ne peuvent s'effectuer que dans les aires où ils sont autorisés par le gestionnaire de ces cours d'eau, lequel n'accorde ces autorisations qu'après avoir pris l'avis successivement du collège des bourgmestre et échevins des communes concernées et du Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions.

Pour les cours d'eau non navigables, l'embarquement et le débarquement des embarcations visées à l'article 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ne peuvent s'effectuer que dans les aires autorisées par l'autorité compétente après avis du collège des bourgmestre et échevins des communes concernées.

**Art. 8.** Pour les cours d'eau non navigables, les modalités de signalisation des aires d'embarquement et de débarquement sont fixées par le Ministre ayant les cours d'eau non navigables dans ses attributions.

Pour les cours d'eau navigables, elles sont fixées par le Ministre qui a ces cours d'eau dans ses attributions.

**Art. 9.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 mai 1985 portant interdiction d'utiliser certaines embarcations sur certains cours d'eau non navigables est abrogé.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 3, 1<sup>o</sup>, la circulation des embarcations est autorisée sur les cours d'eau ou parties de cours d'eau visés à l'annexe II jusqu'au 1er octobre 1994.

**Art. 11.** Les articles 5, 7 et 8 entrent en vigueur le 15 mars 1995.

**Art. 12.** Le ou les Ministre(s) qui ont les cours d'eau navigables, les cours d'eau non navigables et la conservation de la nature dans leurs attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Travaux Publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### Annexe I

#### COURS D'EAU NON NAVIGABLES DE PREMIERE CATEGORIE SUR LESQUELS LA CIRCULATION EST AUTORISEE TOUTE L'ANNEE

1. Bassin de l'Escaut  
la Dyle, en aval des anciennes papeteries de Gastuche.
  2. Bassin de la Lesse  
la Lesse, en aval de son confluent avec la Lhomme.
  3. Bassin de la Meuse  
— l'Eau Blanche, en aval du pont d'Aublain (route de Aublain à Frasnes);  
— le Viroin.
  4. Bassin de l'Ourthe  
— l'Amblèvé, en aval de sa confluence avec la Warche, sauf entre le pont de Lorcé-Naze et le barrage de Lorcé;
  - l'Ourthe occidentale, en aval du pont de Prelle;
  - l'Ourthe orientale, en aval du pont de la rue Porte à l'Eau à Houffalize;
  - la Vesdre, en aval du barrage d'Eupen;
  - la Warche, en aval du barrage de Robertville.
  5. Bassin de la Semois  
la Semois, en aval du rejet de la centrale hydroélectrique du barrage de la Vierre à Chiny.
  6. Bassin de la Sûre  
l'Our (Province de Liège), en aval de Schönberg.
- Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement Wallon du 30 juin 1994.  
Namur, le 30 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe II

COURS D'EAU NON NAVIGABLES DE PREMIERE CATEGORIE  
SUR LESQUELS LA CIRCULATION EST AUTORISEE DU 1er OCTOBRE AU 15 MARS INCLUS

1. Bassin de l'Escaut  
la Grande Honnelle.
  2. Bassin de la Lesse  
— la Lesse, en aval de Maissin (Pont-Route de Villance);  
— La Lhomme, en aval de Mirwart.
  3. Bassin de l'Ourthe  
— l'Aisne, en aval de sa confluence avec l'Estinée à Fanzel (Erezée);  
— la Salm, en aval du barrage de Vielsalm.
  4. Bassin de la Semois  
— la Semois, en aval du pont de la route de Tintigny-Marbehan à Tintigny, jusqu'au rejet de la centrale hydroélectrique du barrage de la Vierre à Chiny;  
— la Vierre, en aval de la route de Straimont-Martilly à Martilly, jusqu'au barrage hydroélectrique de Suxy (Chiny).
  5. L'Eau d'Heure, en aval du pont de Berzée (Walcourt).
  6. La Hantes, en aval du « Pont Romain » à Montignies-Saint-Christophe.
  7. La Houille, en aval de Patignies.
  8. La Sûre, en aval de la rampe d'accès à la rivière, établie à l'amont du pont de Bodange (Fauvillers).
- Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994.

Namur, le 30 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Travaux Publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 2070

[C — 27438]

30. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der durch das Dekret vom 21. April 1994 eingefügten Artikel 58ter und 58quater;

Aufgrund des Gutachtens der « Commission des Eaux de Surface » (Kommission des Oberflächenwassers);

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil supérieur de la Pêche » (Obersten Rates für Fischfang);

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° nichtschiffbaren Wasserläufen: alle nichtschiffbaren Wasserläufe, auch wenn sie in den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe nicht fallen;

2° schiffbaren Wasserläufen: die schiffbaren Teile der Amel, der Eau d'Heure, der Lesse, der Ourthe, der Semois und der Haine;

3° zuständiger Behörde: den bzw. die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die nichtschiffbaren Wasserläufe und die Erhaltung der Natur gehören, oder ihre Beauftragten;

**Art. 2.** Auf den nichtschiffbaren Wasserläufen wird der Verkehr der Motorboote sowie aller Wasserfahrzeuge ohne Motor, die hierunter nicht aufgeführt sind, verboten:

1° die Fischerboote;

2° die Kajaks, Kanus und Schlauchbooten, die zum Transport von höchstens drei Personen vorgesehen sind;

3° die Wasserfahrzeuge, die von Minderjährigen für Freizeitaktivitäten benutzt werden, wobei die Minderjährigen ggf. von mit ihrer Betreuung beauftragten Personen begleitet werden.

**Art. 3.** Auf den folgenden Wasserläufen ist es jeder Zeit verboten, jedes Wasserfahrzeug fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen, oder zu tauchen:

1° auf allen nichtschiffbaren Wasserläufen der ersten Kategorie, außer:

— der in Anlage I erwähnten Wasserläufe und Teile von Wasserläufen, während des ganzen Jahres;

— der in Anlage II erwähnten Wasserläufe und Teile von Wasserläufen, zwischen dem 1. Oktober und dem 15. März;

2° auf allen unter 1° des vorliegenden Artikels nicht genannten nichtschiffbaren Wasserläufen.

**Art. 4.** An folgenden Zeiten ist es verboten, jedes Wasserfahrzeug fahren zu lassen bzw. ins Wasser zu legen, oder zu tauchen:

- 1° am Tag der Eröffnung der Forellenfangzeit und am Tag der allgemeinen Eröffnung der Fischfangsaison;
- 2° zwischen dem Sonnenuntergang und dem Sonnenaufgang vom 1. Oktober bis zum 15. März einschließlich;
- 3° zwischen 17 und 10 Uhr vom 16. März bis zum 14. Juni einschließlich;
- 4° zwischen 18 und 9.30 Uhr vom 15. Juni bis zum 30. September einschließlich.

**Art. 5.** Nach Stellungnahme des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der betroffenen Gemeinden bestimmt der für die nichtschiffbaren Wasserläufe zuständige Minister die als Wasserflächen zu bezeichnenden Gewässer unter den Gewässern des öffentlichen Eigentums, die durch einen nichtschiffbaren Wasserlauf versorgt werden, wobei die Breite dieses nichtschiffbaren Wasserlaufs mindestens zehnmal größer als die Breite seines sichtbaren Betts ist. Er bestimmt, ebenfalls die Gewässer, die weniger breit sind, aber deren Ufer für Freizeitaktivitäten ausgestattet und organisiert worden sind.

In Abweichung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, sind die Artikel 2, 3, 4 und 7 auf die so bestimmten Wasserflächen nicht anwendbar.

**Art. 6.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, ist dazu berechtigt, aus jedem Grund der Erhaltung der Natur den Verkehr der Wasserfahrzeuge und der Taucher auf bzw. in den schiffbaren und nichtschiffbaren Wasserläufen zu untersagen oder zeitweilig zu beschränken.

Derselbe Minister darf von den Artikeln 2 bis 4 abweichen, um den Verkehr auf jedem nichtschiffbaren Wasserlauf bzw. Teil eines Wasserlaufs zu erlauben, wenn die hydraulischen Bedingungen der Erhaltung der Natur nicht schaden können.

Die auf Grund der Absätze 1 und 2 getroffenen Beschlüsse werden dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört, sowie den betroffenen Gemeinden bekanntgemacht. Der Minister und diese Gemeinden informieren die Öffentlichkeit darüber, insbesondere durch an den gewöhnlichen Anschlagorten ausgesetzte Bekanntmachungen. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, informiert ebenfalls die Öffentlichkeit über seine Beschlüsse.

**Art. 7.** Für die in Artikel 1 aufgeführten schiffbaren Wasserläufe dürfen die in Artikel 2, 1° und 2° erwähnten Boote nur in Gebieten an- und abgelegt werden, wo dieses vom Verwalter dieser Wasserläufe erlaubt wird. Dieser Verwalter gewährt diese Erlaubnisse erst, nachdem er das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der betroffenen Gemeinden und anschließend das Gutachten des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, erhalten hat.

Für die nichtschiffbaren Wasserläufe dürfen die in Artikel 2, 1° und 2° erwähnten Boote nur in den Gebieten, welche die zuständige Behörde nach Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der betroffenen Gemeinden zuläßt, an- und abgelegt werden.

**Art. 8.** Für die nichtschiffbaren Wasserläufe werden die Modalitäten für die Beschilderung der An- und Ablegegebiete vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die nichtschiffbaren Wasserläufe gehören, festgesetzt.

Für die schiffbaren Wasserläufe werden sie vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die schiffbaren Wasserläufe gehören, festgesetzt.

**Art. 9.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Mai 1985, mit dem die Benutzung bestimmter Booten auf bestimmten nichtschiffbaren Wasserläufe untersagt wird, wird aufgehoben.

**Art. 10.** In Abweichung von Artikel 3, 1° wird der Bootverkehr bis zum 1. Oktober 1994 auf den in Anlage II erwähnten Wasserläufen oder Teilen von Wasserläufen erlaubt.

**Art. 11.** Die Artikel 5, 7 und 8 treten am 15. März 1995 in Kraft.

**Art. 12.** Der bzw. die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die schiffbaren Wasserläufe, die nichtschiffbaren Wasserläufe und die Erhaltung der Natur gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage I

NICHTSCHIFFBARE WASSERLÄUFE DER ERSTEN KATEGORIE,  
AUF DENEN DER VERKEHR GANZJÄHRIG ERLAUBT IST

1. Becken der Schelde  
Die Dyle stromabwärts von den ehemaligen Papierfabriken von Gastuche.
2. Becken der Lesse  
Die Lesse, stromabwärts von ihrem Zusammenfluß mit der Lhomme.
3. Becken der Maas  
— Die Eau Blanche, stromabwärts von der Brücke von Aublain (route de Aublain in Frasnes);  
— Die Viroin.
4. Becken der Ourthe  
— Die Amel stromabwärts von ihrem Zusammenfluß mit der Warche, außer zwischen der Brücke von Lorcé-Naze und dem Staudamm von Lorcé.  
— die westliche Ourthe, stromabwärts von der Brücke von Prelle.  
— die östliche Ourthe, stromabwärts von der Brücke von der rue Porte à l'Eau in Houffalize.

- die Weser, stromabwärts von dem Staudamm von Eupen.
  - die Warche, stromabwärts von dem Staudamm von Robertville.
  - 5. Becken der Semois
  - Die Semois, stromabwärts von der Ableitung aus dem Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre in Chiny.
  - 6. Becken der Sauer
  - Die Our (Provinc Lüttich), stromabwärts von Schönberg.
- Gesehen und genehmigt, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 beigefügt zu werden.  
Namur, den 30. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—  
Anlage II

NICHTSCHIFFBARE WASSERLÄUFE DER ERSTEN KATEGORIE, AUF DENEN DER VERKEHR  
VOM 1. OKTOBER BIS ZUM 15. MÄRZ EINSCHLIESSLICH ERLAUBT IST

1. Becken der Schelde  
Die Grande Honnelle
  2. Becken der Lesse
    - Die Lesse, stromabwärts von Maissin (Brücke-Straße von Villance);
    - Die Lhomme, stromabwärts von Mirwart.
  3. Becken der Ourthe
    - Die Aisnes stromabwärts von ihrem Zusammenfluß mit der Estinée in Fanzel (Erezée);
    - Die Salm, stromabwärts von dem Staudamm von Vielsalm.
  4. Becken der Semois
    - Die Semois, stromabwärts von der Brücke der Straße von Tintigny-Marbehan in Tintigny bis zur Ableitung aus dem Wasserkraftwerk des Staudamms der Vierre in Chiny;
    - Die Vierre, stromabwärts der Straße von Straimont-Martilly in Martilly bis zum hydroelektrischen Staudamm von Suxy (Chiny).
  5. Die Eau d'Heure  
stromabwärts von der Brücke von Berzée (Walcourt).
  6. Die Hantes  
stromabwärts von der « Römischen Brücke » in Montignies-Saint-Christophe.
  7. Die Houille  
stromabwärts von Patignies.
  8. Die Sauer  
stromabwärts von der stromaufwärts von der Brücke von Bodange (Fauvillers) gebauten Zugangsrampe zum Fluß.
- Gesehen und genehmigt, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 beigefügt zu werden.  
Namur, den 30. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—  
VERTALING

N. 94 — 2070

[C — 27438]

30 JUNI 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen

De Waalse Regering,

- Gelet op de wet van 28 december 1987 betreffende de onbeveerbare waterlopen, inzonderheid op artikel 21;  
Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 58ter en 58quater,  
ingevoegd bij decreet van 21 april 1994;  
Gelet op het advies van de Commissie voor het oppervlaktewater;  
Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Pêche » (Waalse Hoge raad voor de visserij);  
Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge raad  
voor het natuurbehoud);  
Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> onbevaarbare waterlopen : alle onbevaarbare waterlopen die al dan niet onder het toepassingsgebied van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen vallen;

2<sup>o</sup> bevaarbare waterlopen : de bevaarbare gedeelten van de Amblève, de Eau d'Heure, de Lesse, de Ourthe, de Semois en de Haine;

3<sup>o</sup> bevoegde autoriteit : de Minister(s) tot wiens bevoegdheden de onbevaarbare waterlopen en het natuurbehoud behoren, of zijn/hun gemachtigde.

**Art. 2.** Verboden op onbevaarbare waterlopen is het verkeer van motorvaartuigen en van alle andere niet gemotoriseerde vaartuigen dan :

1<sup>o</sup> vissersboten;

2<sup>o</sup> kajaks, kano's en opblaasbare vaartuigen bestemd voor het vervoer van maximum drie personen;

3<sup>o</sup> vaartuigen gebruikt voor recreatieve doeleinden door minderjarigen, eventueel vergezeld door de personen onder wier toezicht ze staan.

**Art. 3.** Het is verboden een vaartuig te water te laten en te laten varen op of te duiken in :

1<sup>o</sup> het geheel van de onbevaarbare waterlopen van eerste categorie, met uitzondering van :

— de waterlopen en gedeelten van waterlopen vermeld in bijlage I, het hele jaar door;

— de waterlopen en gedeelten van waterlopen vermeld in bijlage II, van 1 oktober tot 15 maart;

2<sup>o</sup> op de onbevaarbare waterlopen die niet vermeld staan onder punt 1<sup>o</sup> van dit artikel.

**Art. 4.** Het is verboden een vaartuig te water te laten en te laten varen op of te duiken in onbevaarbare waterlopen :

1<sup>o</sup> op de openingsdag van de forelvangst en op de algemene openingsdag van de visvangst;

2<sup>o</sup> tussen zonsondergang en -opgang, van 1 oktober tot en met 15 maart;

3<sup>o</sup> tussen 17 uur en 10 uur, van 16 maart tot en met 14 juni;

4<sup>o</sup> tussen 18 uur en 9 u. 30 m., van 15 juni tot en met 30 september.

**Art. 5.** Na advies van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten, bepaalt de met de onbevaarbare waterlopen belaste minister de als waterbanen te beschouwen wateroppervlakten van het openbaar domein, bevoorrad door een onbevaarbare waterloop waarvan de breedte minstens tien keer groter is dan die van zijn zichtbare bedding, en de minder brede wateroppervlakten die niettemin van voor recreatie bestemde oevers zijn voorzien.

In afwijking van de bepalingen van dit besluit zijn de artikelen 2, 3, 4 en 7 niet toepasselijk op de aldus bepaalde waterbanen.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort, kan, om enigerlei reden van natuurbehoud, het verkeer van vaartuigen en duikers op of in bevaarbare en onbevaarbare waterlopen tijdelijk verbieden of beperken.

Dezelfde Minister kan afwijken van de artikelen 2 tot 4 om het verkeer toe te laten op elke onbevaarbare waterloop of gedeelte ervan wanneer de hydraulische omstandigheden van dien aard zijn dat zij het natuurbehoud niet schaden.

De krachtens de eerste en tweede leden genomen beslissingen worden meegedeeld aan de Minister van toerisme en aan de betrokken gemeenten die het publiek inlichten door middel van op de gebruikelijke aanplakplaatsen aangebrachte berichten. Ook de Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort, brengt het publiek in kennis van zijn beslissingen.

**Art. 7.** Wat de in artikel 1 vermelde bevaarbare waterlopen betreft, mogen de in artikel 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde vaartuigen slechts worden geladen en afgeladen op de plaatsen waar de beheerder van die waterlopen het toelaat. Deze verleent de toelating slechts na advies van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten en van de Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort.

Wat de onbevaarbare waterlopen betreft, mogen de in artikel 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde vaartuigen slechts worden geladen en afgeladen op de plaatsen waar de bevoegde autoriteit het na advies van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten toelaat.

**Art. 8.** Voor de onbevaarbare waterlopen bepaalt de Minister tot wiens bevoegdheden de onbevaarbare waterlopen behoren, de bebakeningsmodaliteiten voor de laad- en aflaadplaatsen.

Voor de bevaarbare waterlopen worden ze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort.

**Art. 9.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 mei 1985 houdende verbod van gebruik van sommige vaartuigen op bepaalde onbevaarbare waterlopen is opgeheven.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 3, 1<sup>o</sup>, wordt het verkeer van vaartuigen op de in bijlage II bedoelde waterlopen of gedeelten van waterlopen toegelaten tot 1 oktober 1994.

**Art. 11.** De artikelen 5, 7 en 8 treden in werking op 15 maart 1995.

**Art. 12.** De Ministers tot wiens bevoegdheden de bevaarbare waterlopen, de onbevaarbare waterlopen en het natuurbehoud behoren, zijn, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 30 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage I

ONBEVAARBARE WATERLOPEN VAN EERSTE CATEGORIE  
WAAROP HET VERKEER HET HELE JAAR DOOR IS TOEGELATEN

1. Scheldebekken  
De Dijle, stroomafwaarts van de vroegere papierfabriek van Gastuche.
2. Lessebekken  
De Lesse, stroomafwaarts van haar samenvloeiing met de Lhomme.
3. Maasbekken  
— De Eau Blanche, stroomafwaarts van de brug van Aubain (weg van Aubain naar Frasnes);  
— De Viroin.
4. Ourthebekken  
— De Amblève, stroomafwaarts van haar samenvloeiing met de Warche, behalve tussen de brug van Lorcé en de stuwdam van Lorcé;  
— De westelijke Ourthe, stroomafwaarts van de brug van Prelle;  
— De oostelijke Ourthe, stroomafwaarts van de rue Porte à l'Eau te Houffalize;  
— De Vesder, stroomafwaarts van de stuwdam van Eupen;  
— De Warche, stroomafwaarts van de stuwdam van Robertville.
5. Semoisbekken  
De Semois, stroomafwaarts van de loosplaats van de hydro-elektrische centrale van de stuwdam van de Vierre te Chiny.
6. Sûrebekken  
De Sûre (provincie Luik), stroomafwaarts van Schönberg.  
Gezien en goedgekeurd om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994.  
Namen, 30 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage II

ONBEVAARBARE WATERLOPEN VAN EERSTE CATEGORIE  
WAAROP HET VERKEER IS TOEGELATEN VAN 1 OKTOBER TOT EN MET 15 MAART

1. Scheldebekken  
De Grande Honnelle.
2. Lessebekken  
— De Lesse, stroomafwaarts van Maissin (Brug-weg naar Villance).  
— De Lhomme, stroomafwaarts van Mirwart.
3. Ourthebekken  
— De Aisne, stroomafwaarts van haar samenvloeiing met de Estinée te Fanzel (Erezée);  
— De Salm, stroomafwaarts van de stuwdam van Vielsalm.
4. Semoisbekken  
— De Semois, stroomafwaarts van de brug op de weg Tintigny-Marbehan, te Tintigny, tot aan de loosplaats van de hydro-elektrische stuwdam van de Vierre te Chiny;  
— De Vierre, stroomafwaarts van de weg Straimont-Martilly, te Martilly, tot aan de hydro-elektrische stuwdam van Suxy (Chiny).
5. De Eau d'Heure  
Stroomafwaarts van de brug van Berzée (Walcourt).
6. De Hantes  
Stroomafwaarts van de « Pont Romain » te Montignies-Saint-Christophe.
7. De Houille  
Stroomafwaarts van Patignies.
8. De Sûre  
Stroomafwaarts van de toegangsrijstrook naar de rivier, die zich stroomopwaarts van de brug van Bodange (Fauvillers) bevindt.  
Gezien en goedgekeurd om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994.  
Namen, 30 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN